

## ANNABA

# Les squatteurs de plages sont de retour

**Deux cents dinars pour le parasol. Le même prix pour une table. Cent dinars pour la chaise. Autant pour un maillot de bain hommes ! Ces tarifs sont ceux pratiqués par les squatteurs des plages à Annaba.**

Et c'est bien là toute la difficulté qui empêche plusieurs familles, notamment celles nombreuses, d'accéder aux plages «urbaines» situées à quelques encablures du centre-ville de l'antique Lalla Bouna. Elles ont pour nom Rizzi Amor et Fellah-Rachid.

Ce problème ne concerne pas uniquement les familles autochtones mais également celles de l'intérieur du pays qui choisissent Annaba pour passer leurs vacances estivales. En cette période de l'année, il fait si chaud en ville qu'une virée vers les plages pour faire trempette devient presque une nécessité incontournable. Mais là où le bât blesse, c'est qu'une fois arrivées au bord de la mer, les familles sont confrontées aux squatteurs. Ces derniers, ayant installé leurs tables et chaises sur les trois quarts de la plage, ne laissent que des endroits exigus pour

ces familles. Et gare à celui qui émet la moindre protestation.

Des individus armés de gros bâtons et autres armes blanches sont là pour l'en dissuader ! Pris dans ce véritable piège, certains n'ont d'autres recours que de se soumettre au diktat de ces nouveaux «propriétaires» des lieux ou d'aller voir ailleurs. Cet ailleurs est synonyme de petites plages ou criques loin de la ville et qui sont en général non autorisées à la baignade, donc non surveillées. Constituant, de ce fait, des dangers autant pour la sécurité que pour les risques de noyade.

Les squatteurs des plages affirment à qui veut les entendre qu'ils sont acquéreurs de droits de concession par la commune de Annaba. Chose qu'infirme Tayeb Sahtouri, vice-président de l'Assemblée populaire communale de Annaba, chargé de l'urbanisme et des travaux com-



Photo : Djallel B

munaux. Il dira à ce sujet : «Au jour d'aujourd'hui (21 juin 2012 nldr), aucune décision ou autre autorisation de concession de plage n'a été délivrée par l'Assemblée populaire communale de Annaba dont je suis le représentant en ma qualité de vice-président. Rien n'a été décidé à ce sujet pour tout ce qui est sous notre compétence territoriale. Mieux encore, le wali de Annaba et le président de l'APC du chef-lieu ont, chacun en ce

qui le concerne, signé un arrêté interdisant ce type d'exploitation des plages.» On ne peut être plus clair. Ce genre d'individus ne s'arrêtent pas uniquement à l'accaparement des plages. Ils jettent leur dévolu sur tout ce qui rapporte de l'argent sans se fatiguer. Ainsi, ils sont maîtres des rues, ruelles, places et placettes de la corniche et même de la ville.

La population espère une prise en main rapide par les

autorités de la commune pour mettre fin à ce phénomène qui porte préjudice à la réputation d'une cité qui, au delà de sa réputation surfaite de capitale de l'acier, est en mesure de gagner beaucoup avec une prise en charge efficiente du secteur tertiaire dont le tourisme constitue la colonne vertébrale.

Une cité sans sommeil, à l'exemple des villes méditerranéennes du sud de l'Europe.

**A. Bouacha**

## EPSP-TIARET

## 72 personnes devant la justice

Le magistrat instructeur auprès du tribunal de Tiaret, chargé du dossier de l'Etablissement public de la santé de proximité, a notifié pas moins de soixante personnes impliquées dans le scandale financier qui a secoué la ville de Tiaret.

Selon une source judiciaire, cadres, employés, fournisseurs et témoins ont été auditionnés par le magistrat instructeur, et ce dans le but de faire la lumière sur l'affaire des gré à gré, emplois fictifs, l'achat d'équipements ne répondant pas aux normes, les médicaments périmés et l'affaire du camion (régularisé et non réceptionné depuis 2009).

L'affaire remonte au mois de juin dernier quand de graves accusations ont été portées par un ex-cadre, relevé de ses fonctions. Ce dernier, ex-DRH, a saisi la tutelle sur le cas de «certains paramédicaux et médecins proches du directeur qui ont perçu des salaires sans qu'ils aient exercé dans certaines structures». Il a dénoncé le licenciement pur et simple du médecin femme de la polyclinique de Zaâroua et la disparition des registres du laboratoire de la wilaya.

Selon la même source, le directeur de l'EPSP et ses lieutenants avaient procédé à la signature de conventions et la remise des bons de commande en violation des lois de la République.

On sait que des sommes faramineuses ont été soit détournées soit dilapidées, mais nous ignorons toujours le montant du préjudice causé. Actuellement, les paramédicaux et les employés du même établissement interpellent la tutelle pour désigner un nouveau responsable et mettre de l'ordre dans l'établissement.

Pour rappel, les cinq personnes impliquées dans le vol d'une importante quantité de plomb (utilisée pour les salles de radiographie), boiserie et ferronnerie ont été placées sous contrôle judiciaire en attendant leur jugement prévu aussi dans les prochains jours, selon une source judiciaire.

Le secteur d'Ould Abbès à Tiaret a enregistré nombre de scandales sur les différents chapitres depuis l'installation du nouveau Directeur de la santé et la population.

**Hamzaoui Benchohra**

## KHEMIS MILIANA

## Saisie de 2,5 kg de kif

**Après l'arrestation d'un dealer mardi dernier et la saisie en son domicile de 855 g de kif traité, les éléments de la BMPJ de la Sûreté de la daïra de Khemis Miliana viennent de mettre fin aux activités d'un réseau de trafiquants de drogue, composé de quatre éléments.**

Agissant sur informations récoltées selon lesquelles un individu issu de Hammam Righa fournissait de la drogue, du kif traité à des jeunes, en différents points de la wilaya, notamment à Boumedfaâ et Khemis Miliana, les agents de la BMPJ de Khemis Miliana, forts des renseignements en leur possession, ont identifié le mis en cause et procédé à l'interpellation de deux de ses revendeurs, alors qu'ils circulaient sur une motocyclette, à l'entrée nord de la ville. De

source policière, on indique que les deux accusés avaient sur eux 490 g de drogue répartis en 5 tablettes. En plus de la drogue, les policiers ont saisi leurs téléphones et une importante somme d'argent qu'on dit provenir de la drogue. La même source ajoute qu'à la suite d'investigations, l'individu qui approvisionnait le fournisseur des 2 dealers, qui réside dans la commune de Mouzaïa (wilaya de Blida) a été interpellé. Poursuivant leurs investigations, les éléments de la



Photo : DR

BMPJ, munis d'une dérogation du parquet, se sont rendus à Mouzaïa et ont procédé à l'interpellation du «grossiste». On indique qu'il avait en

sa possession 2 kg de drogue, répartis en plusieurs tablettes prêts à être revendus. Les 4 membres de la bande de trafiquants, présentés au procureur de la République de Khemis Miliana, ont été placés sous mandat de dépôt. Selon d'autres sources, toutes aussi crédibles, une troisième affaire de commerce de drogue a été résolue au cours de la semaine écoulée. Elle porte sur l'arrestation d'un trafiquant résidant au nouveau quartier Aadja, situé à la limite sud de Khemis Miliana. Ces sources font état de la saisie de 500 g de kif et de la mise sous mandat de dépôt de l'individu mis en cause.

**Karim O.**

## UN VASTE RÉSEAU DE TRAFIC DE PERMIS DE CONDUIRE DÉMANTELÉ

### 7 mandats de dépôt

**L'enquête fut longue, elle a débuté voilà plus de 6 mois. La découverte des premiers permis de conduire, des faux, a eu lieu dans la wilaya de Relizane, où il a été établi que ces documents ne figuraient pas dans les registres officiels.**

Cette découverte a déclenché des investigations qui ont tout de suite permis de savoir que les bénéficiaires de ce trafic, estimés à plus de 500, résidaient pour la très grande majorité dans les Wilayas de l'ouest du pays.

Les enquêteurs, en poursuivant leurs investigations sont remontés à la source de ce trafic qui se trouve à Khemis Miliana. Selon des sources crédibles, ce sont les services de la BMPJ de la

Sûreté de daïra qui ont pris les choses en mains. Selon l'enquête minutieuse, et l'audition des mis en cause menée, il s'agit des agents des administrations publiques de la daïra et des APC, des officiers de l'état civil, des tenants d'auto-écoles, des examinateurs, des intermédiaires constitués en bande organisée. Le trafic portait sur l'établissement de documents de base fictifs, tels que les résidences, les actes de naissance et les certificats médicaux... Une fois le dossier parachevé et transmis au parquet de Khemis Miliana, le magistrat chargé de l'affaire a entamé les auditions de quelque 90 personnes mises en cause, jeudi dernier, dès 8h30, qui ne se sont achevées que vers 21h30. A l'issue de ces auditions, le juge d'instruction a placé 7 accusés sous mandat de dépôt

et soumis à contrôle judiciaire 5 autres personnes. Il s'agit du chef de service de la daïra et 4 officiers d'état civil, de 4 agents administratifs, 3 de Khemis Miliana et le quatrième de la commune d'El Attaf. Le reste des personnes mises en cause ont été laissées en liberté provisoire.

Toujours selon nos sources, le noyau initiateur de ce trafic est un groupe composé de 4 membres. Trois des intermédiaires ont été arrêtés et le quatrième, le principal mis en cause, est en fuite et activement recherché.

Nos sources ajoutent que les permis coûtaient entre 10 et 15 millions. Inutile de dire que ce scandale vient entacher l'administration et entamer sa crédibilité auprès des citoyens.

**K. O.**